



Taux actuels de déflation : 8.1% retard de croissance : 42.7% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 23.4%

Source: Gouvernement républicain démocratique du congolais (DHS, 2013)

Bons résultats

- République Démocratique du Congo : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Second generation growth and poverty reduction strategy paper (GPRSP II)) accorde une grande importance à la nutrition.
- République Démocratique du Congo : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- République Démocratique du Congo : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- République Démocratique du Congo : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017-2018.
- République Démocratique du Congo : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- République Démocratique du Congo : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (5.9% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- République Démocratique du Congo : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (3.3% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- République Démocratique du Congo : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- République Démocratique du Congo : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- République Démocratique du Congo : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- République Démocratique du Congo : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (55.2% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (20.5% en 2017) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- République Démocratique du Congo : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.
- Le taux d'enregistrement des naissances (24.6% en 2013-2014) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

L'indice HANCI-Afrique compare les performances de 45 pays africains mesurées par 22 indicateurs relatifs à l'engagement politique pour réduire la faim et la malnutrition. Les résultats des pays sont calculés par rapport à l'engagement politique des autres pays de l'indice.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.24%	2019	19e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	3.3%	2017	39e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Médiocre	2019	43e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Médiocre	2019	37e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	24.6%	2013-2014	41er ex aequo
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Très médiocre	2018	43e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2019	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	28e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2011	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	78%	2018	18e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	55.2%	2017	45e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	20.5%	2017	35e
Visites médicales pour les femmes enceintes	88.4%	2013-2014	26e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2011-2015	12e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2019	42e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017-2018	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2019	19e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel